

Malgré son retour à la tête de l'UMP, Nicolas Sarkozy conserve la quasi-totalité des moyens que l'État offre à ses anciens présidents. Mediapart les dévoile, jusqu'au moindre détail. Du loyer déboursé pour ses bureaux aux salaires de ses collaborateurs en passant par ses porte-manteaux ou autres lampadaires, les chiffres donnent le tournis.

Nicolas Sarkozy doit cacher bien des secrets d'État. Trois semaines après son départ de l'Élysée en mai 2012, l'État français, bonne mère, lui a payé un « coffre fort » (1 016 euros), un « coffre de sécurité » (1 074 euros) et une « armoire forte » (2 073 euros), aussitôt livrés dans les cossus bureaux de la rue de Miromesnil à Paris où l'ancien chef de l'État venait de poser ses guêtres.

Le contribuable a aussi payé le déménagement (8 513 euros), de même que l'équipement de son repaire en lampadaires, canapé, fauteuils avec « accoudoirs fixes et réglables », porte-manteaux, « imprimante jet couleur », ordinateur de bureau, portable, « smartphone », « GSM », « bureaux en verre transparent », etc. En tout, 56 724 euros d'achats. Depuis lors, l'État règle le loyer de Nicolas Sarkozy à hauteur de 16 341 euros par mois, soit 196 092 euros par an, en toute légalité.

Tous les anciens présidents vivent en effet sous perfusion de la République depuis une décision de 1985 - [une simple lettre](#) - paraphée par le socialiste Laurent Fabius, alors premier ministre. Mais la nature et le coût exacts de ces largesses, estimées entre 1,5 et 2 millions d'euros annuels par tête de pipe, sont toujours restés confidentiels.

Alors que Nicolas Sarkozy a repris fin novembre les rênes du principal parti d'opposition, à mille lieues d'une retraite politique, Mediapart les dévoile aujourd'hui jusque dans le moindre détail.

Ci-dessous, l'inventaire du mobilier installé rue de Miromesnil en mai 2012 :

DATE	CODE	Mobilier	NOMBRE	Annexe 2	
				PRIX HT	PRIX TTC
		ARMOIRE MOBILE	11		
14/05/2012	4 436 008 MBSB	Armoire basse à rideaux	4	1 134,00	1 356,26
14/05/2012	4 436 020 MBMS	Armoire haute à rideaux	3	1 162,35	1 390,17
14/05/2012	ABB 106M	Armoire porte basse	1	494,55	591,48
10/05/2012	1 220 069	Armoire 123*212	3	4 972,11	5 946,64
		BUREAU MOBILE	6		
14/05/2012	2 056 043 MBM4	Bureau compact 90° asymétrique retour gauche	1	258,30	308,93
14/05/2012	2 056 037 MBM4	Bureau compact 90° asymétrique retour droite	1	258,30	308,93
10/05/2012	1 220 052	Bureau 220*95 verre transparent	3	6 840,57	8 181,32
14/05/2012	AVN18V+VF13	Bureau 180*80 plateau de verre	1	819,00	979,52
14/05/2012	AVN16V+VF11	Bureau 160*80 plateau de verre	1	812,70	971,99
15/05/2012	2 056 043 MBMH	Bureau compact asymétrique retour gauche	1	258,30	308,93
		CAISSON MOBILE	16		
14/05/2012	2 301 019 MBSB	Caisson mobile 3 tiroirs	12	1 738,80	2 079,60
15/05/2012	2 301019 MBSB	Caisson mobile 3 tiroirs	1	144,90	173,30
10/05/2012	1 220 060	Caisson mobile 3 tiroirs 43*60	3	1 677,23	2 005,97
		CHAISE VISITEUR	12		
10/05/2012	1 220 152	Chaises roulantes	12	4 012,80	4 799,31
		FAUTEUILS MOBILE	13		
14/05/2012	5 651 012 UR5B	Fauteuils WIN haut dossier	7	1 468,53	1 756,36
15/05/2012	5 651 012 UR5B	Fauteuil WIN haut dossier	1	209,79	250,91
10/05/2012	1 220 128	Fauteuil haut droit	5	3 166,35	3 786,95
01/06/2012		Paires d'accoudoirs fixes pour fauteuil WIN	6	151,20	180,84
01/06/2012		Paires d'accoudoirs réglables pour fauteuil WIN	6	226,80	271,25
		LAMPADAIRE MOBILE	1		
30/05/2012		Suspension 110cm	1	2 812,74	3 364,04
		LAMPE DE BUREAU MOBILE	8		
30/05/2012		Appliques 48 cm	8	1 880,00	2 248,48
		MEUBLE MOBILE	5		
14/05/2012	2 056 019 MBM4	Table de bureau 160*80	5	960,75	1 149,06
		PLAN MOBILE	3		
10/05/2012	1 220 086	Crédence 83*95	3	2 376,33	2 842,09
		RETOUR MOBILE	3		
10/05/2012	1 220 056	Retour 140*60 verre transparent	3	2 539,35	3 037,06
		TABLE DE CONFERENCE MOBILE	5		
10/05/2012	1 220 091	Table de réunion carrée 4p	3	2 940,63	3 516,99
06/06/2012	2 056 003 MBSB	Extension demi-lune 165-60cm	1	182,70	218,51
14/05/2012	AVNTR12V	Table de réunion ronde 120	1	447,30	534,97
		MATERIEL DE SECURITE	3		
30/05/2012	STARPROTECT 500 G4	Armoire forte 1000*1200*500	1	1 734,00	2 073,86
30/05/2012	HT 135 N4	Coffre de sécurité 900*450*380	1	898,00	1 074,01
30/05/2012	TO-331	Coffre fort 958*551*502	1	850,00	1 016,60
TOTAL					56 724,34

Toutes les données publiées par Mediapart, qui couvrent la période mai 2012 à décembre 2014, sont tirées de pièces officielles qu'un militant de la transparence, Raymond Avrillier, a obtenues du gouvernement mercredi 14 janvier, [après quatre mois d'attente et de recours](#). Elles lui ont été transmises par le service de Maignon qui gère les privilèges dévolus aux trois "ex" (Giscard d'Estaing, Chirac et Sarkozy).

[Fin 2014](#), plusieurs députés PS ont déjà dénoncé une « utilisation (de ces moyens) à des fins personnelles » et un conflit d'intérêts en ces termes : « Au nom de quoi le contribuable français doit-il être le complice du retour caricatural du chef (Sarkozy) » ? En tant qu'ancien président (il s'était augmenté son salaire de 170 %), Nicolas Sarkozy sera de toutes façons bénéficiaire d'une indemnité de 6 000 euros à vie.

• Une cave de Ali Baba rue de Miromesnil : 570 000 euros depuis 2012

On découvre aujourd'hui que l'État a déboursé précisément 215 392 euros en 2014 pour la location de ces bureaux et leur entretien. Dans la liste : frais de nettoyage, électricité, « dépenses informatiques », copieurs, papier, timbres, machines à affranchir... Nicolas Sarkozy, lui, s'affranchit peu des mamelles de l'État puisqu'en 2013, une note de « blanchissage » de 284 euros a même été prise en charge. Côté communication, on relève encore 11 119 euros de factures de téléphones mobiles, plus 4 720 pour des fixes.

Sur deux ans et demi (achat du mobilier compris), l'addition de la rue de Miromesnil dépasse ainsi les 570 000 euros. Et dire que Nicolas Sarkozy déclarait encore [en octobre dernier](#), à propos du RSA (revenu de solidarité active) et de « l'assistanat » : « Est-ce que toute allocation doit avoir comme contrepartie une activité ? Pour moi la réponse est oui. »

Ci-dessous, la liste de ses frais de fonctionnement :

Cabinet de Monsieur Nicolas Sarkozy		Annexe I		
ENVELOPPE DE FONCTIONNEMENT 2014				
Consommations cumulées au 31 octobre 2014	Nature	Consommation		
		au 31/12/2012	au 31/12/2013	au 31/10/2014
Effectifs	Nombre d'emplois autorisés (ETPT)			
	Effectifs mis à disposition (remboursement titre 2)			
	Effectifs mis à disposition (remboursement titre 3)			
Masse salariale	Masse salariale relative aux ETPT			
	Masse salariale effectifs mis à disposition titre 2 (remboursements et délégations de gestion)			
	Masse salariale effectifs mis à disposition titre 3 (remboursements)			
	Collaborateurs occasionnels			
	TOTAL MASSE SALARIALE	-	-	-
Stagiaires	NOMBRE (EN MOIS)			
	Allocations			
Crédits limitatifs	Frais de représentation			
	Frais de déplacements			
	Séminaires-autres dépenses-subventions			
	Etudes			
	Abonnements et documentation			
	Ouvrages			
	Presse			
	Abonnements spécialisés			
	Autres dépenses logistiques	93 886	11 721	6 211
	Mobilier	55 186		
	Fournitures de bureau	1 347	469	356
	Papier	94	603	269
	Frais de correspondance (affranchissement + autres frais postaux + location machines à affranchir)		8 426	3 950
	Frais de traduction			
	Copieurs (copies au volume)			
	Travaux d'impression	742	323	335
	Travaux d'impression DILA			
	Travaux réalisés avec les copieurs SIG			
	Blanchissage		284	
	Transports de biens et déménagements	8 513		
	Autres achats non stockés	21 376		
	Autres prestations logistiques	6 628	1 616	1 302
Dépenses automobiles		6 561	5 301	

	<i>LOCATION DE VEHICULES</i>			
	<i>Carburant</i>		5 349	4 046
	<i>Gestion de la flotte automobile</i>		1 212	1 254
	<i>Autres dépenses automobiles</i>			
	Dépenses informatiques et de télécommunications	42 329	29 547	51 354
	<i>Téléphonie mobile</i>	4 700	14 595	11 119
	<i>Téléphonie fixe</i>	12 066	10 606	4 720
	<i>Copieurs (location et copie)</i>	1 597	4 347	11 859
	<i>Consommables informatiques</i>			
	<i>Abonnements en ligne et informations dématérialisées</i>			
	<i>Logiciels spécifiques</i>			
	<i>Autres dépenses informatiques</i>	23 966		23 657
	TOTAL CREDITS LIMITATIFS	136 215	47 829	62 866
Coûts complets	Dépenses immobilières	64 855	234 644	214 665
	<i>Loyer/loyer budgétaire</i>	54 851	222 965	196 092
	<i>Entretien immobilier</i>			10 239
	<i>Framaco-cuisines</i>			
	<i>Eau</i>			
	<i>Electricité</i>		4 950	4 167
	<i>Gaz</i>			
	<i>Chauffage</i>			
	<i>Nettoyage des locaux</i>	7 615	6 729	4 167
	<i>Gardiennage + accueil</i>	2 389		
	<i>Entretien parcs et jardins</i>			
	<i>Opérations immobilières</i>			
	<i>Autres dépenses logistiques</i>			
	Dépenses automobiles			
	<i>Acquisition de véhicules automobiles</i>			
	<i>Utilisation du pool auto</i>			
	Dépenses informatiques et de télécommunications		11	727
	<i>Achat et entretien de matériels et logiciels bureautiques</i>			718
	<i>Achat et entretien de matériels téléphoniques (réseaux et postes)</i>		11	9
	<i>Coût d'hébergement et de fonctionnement des sites web</i>			
<i>Coûts d'accès à internet et aux autres réseaux</i>				
<i>Achat et entretien de matériels et logiciels d'infrastructure</i>				
<i>Autres dépenses informatiques</i>				
	TOTAL COÛTS COMPLETS	64 855	234 655	215 392

• La citroën de collection :



Le modèle de limousine fourni par l'État à N. Sarkozy

Depuis mai 2012, le conférencier Sarkozy, traditionnel pourfendeur des déficits publics, roule en C6V6 HDI Exclusive, « la dernière limousine française haut de gamme » (dixit *La Tribune*). La facture adressée à l'État révèle que cette voiture a été achetée 44 141 euros à un vendeur Citroën de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), cinq jours seulement après la défaite de Nicolas Sarkozy à la présidentielle, et qu'elle a été agrémentée d'un « toit ouvrant électrique » et d'un « pack lounge ». Évidemment, l'ancien président ne paie pas son carburant lui-même (4 046 euros par an, 5 301 euros d'entretien).

Citroen Business
 Willy FRITSCH
 40, rue Greffulhe
 BP 249
 92307 LEVALLOIS-PERRET Cedex
 01.46.39.72.03
 07.61.45.47.91

Paris, le 11 mai 2012

Cabinet du Premier Ministre
 Service Automobiles
 Monsieur Alain MOY
 70, rue de Varenne
 75007 PARIS

Tarif CITROEN du 2 mai 2012
 Devls N° 001

Désignation	Prix unitaire H.T. en €	remise %	prix remisé H.T.	quantité	Total remisé H.T en €
CITROEN C6 V6 HDI 240 Exclusive Boite Automatique	48 035,11 €	26,0%	35 545,98 €	1	35 545,98 €
Peinture : Noir Perla Nera	0,00 €	26,0%	0,00 €	1	0,00 €
Pack Lounge	1 086,96 €	26,0%	804,35 €	1	804,35 €
Toit ouvrant électrique	752,51 €	26,0%	556,86 €	1	556,86 €
Garnissage : Cuir Mistral	0,00 €	26,0%	0,00 €	1	0,00 €
Prix du véhicule	49 874,58 €		36 907,19 €		36 907,19 €
Pack Lounge comprend :					
Sièges latéraux AR à réglages électriques et réglage depuis l'arrière du longitudinal du siège passager AV					
Frais d'immatriculation à votre charge					
TOTAL H.T					36 907,19 €
TVA 19,6%					7 233,81 €
TOTAL T.T.C.					44 141,00 €

Délai prévisionnel de livraison: 10 jours maxi

Centre livreur: à confirmer

Le présent devis est arrêté à la somme nette TTC de quarante quatre mille cent quarante et un euros.

BON POUR ACCORD

La Directrice des services administratifs et financiers

Saurat
 Isabelle SAURAT

• Salaires de ses collaborateurs : 660 000 euros net par an

Ce ne sont pas les cinq fonctionnaires d'État mis à disposition qui coûtent le plus cher, mais les cinq conseillers contractuels rémunérés entre 5 247 euros et 7 020 euros en net par mois, recrutés au bon vouloir de Nicolas Sarkozy. Il est bien possible que le plus gros salaire revienne à la demi-sœur de Carla Bruni, Consuelo R Emmert, « conseillère diplomatique » chargée de vendre les conférences du patron aux banquiers et dirigeants du monde.

annexe 3 - tableau des personnels

	Fonctionnaire ou contractuel	rémunération nette mensuelle
1	Fonctionnaire détaché du Conseil général 92 (conducteur)	5 339 €
2	Fonctionnaire Intérieur (conducteur)	4 000 €
3	Ouvrier d'Etat SGAP Versailles intérieur	5 110 €
4	Fonctionnaire, Intérieur	4 950 €
5	Fonctionnaire Intérieur	4 960 €
6	contractuel	5 247 €
7	contractuel	6 501 €
8	contractuel	5 984 €
9	contractuel	6 198 €
10	contractuel	7 020 €

© SGG

En extrapolant sur deux ans et demi, on peut estimer qu'environ 1,6 million d'euros a ainsi été encaissé par la fine équipe (avec un coût encore plus lourd pour l'État, qui assume toutes les charges sociales).

Dans l'absolu, il faudrait aussi compter les traitements des policiers assurant la protection de l'ancien chef d'État, que Matignon a occultés des documents transmis à Raymond Avrillier, estimant que la « *divulgateion* (de telles informations) *porterait atteinte à la sécurité de Monsieur Nicolas Sarkozy* ». Impossible de savoir combien ils sont.

Au passage, on notera que le chauffeur fourni par le ministère de l'intérieur (4 000 euros mensuels) alterne bizarrement au volant avec un collègue détaché du conseil général des Hauts-de-Seine (5 339 euros), que Nicolas Sarkozy a dirigé de 2004 à 2007, et où son fils Jean siège comme vice-président.

Questionnée jeudi 15 janvier sur le renoncement à ces avantages, la conseillère en communication de Nicolas Sarkozy explique que son patron, désormais à la tête de l'UMP, va conserver ses locaux de Miromesnil. « *Il reste ancien président, argue Véronique Waché. La circulaire de 1985 s'applique donc comme pour Chirac et Giscard. Il travaille trois jours par semaine à l'UMP et deux jours rue de Miromesnil, où sont organisés des rendez-vous non politiques avec des personnalités diplomatiques ou de la société civile, qui ne viennent pas voir le président de l'UMP mais l'ancien chef d'État.* » « *Pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïtés* », l'organisation a été « *doublée* » (un directeur de cabinet de chaque côté, deux secrétariats, etc.).

Si l'on comprend bien, Nicolas Sarkozy garde tous ses collaborateurs de la rue de Miromesnil à l'exception de Véronique Waché, qui « *quitte son poste et change d'employeur pour basculer à 100 % sur l'UMP* ». L'État continuera en particulier de rémunérer la « *conseillère diplo* », Consuelo Remmert, « *parce qu'il y a des fonctions de représentation diplomatique à assurer* ». Quant à Michel Gaudin, le directeur de cabinet côté Miromesnil, Véronique Waché assure qu'« *il est préfet à la retraite* » et qu'il ne plombe donc pas « *l'enveloppe ancien président* ».

Après dépouillement de ces documents, Raymond Avrillier, lui, ne compte pas en rester là. Il estime « *raisonnable* » de conserver à Nicolas Sarkozy ses « *moyens de protection, dont la voiture peut faire partie* », de même qu'« *une ou deux secrétaires pour répondre au courrier* ». « *Mais pour le reste, depuis qu'il a été élu président de l'UMP, la question se pose de l'usage de cet argent public à des fins politiques.* »

Raymond Avrillier rappelle ainsi qu'un parti n'a pas le droit de bénéficier de dons ni d'avantages en nature de la part d'une personne morale (association, collectivité, entreprise, etc.). « *En l'occurrence, pointe-t-il, le président de l'UMP reçoit de l'argent du secrétariat général du gouvernement. L'État est-il encore, dans tous les sens du terme, une personne morale ?* »

L'ancien élu de Grenoble compte bien interpellier la Commission nationale des financements politiques (CNCCFP), chargée de vérifier les comptes des partis, « *sur la régularité de ce financement* ». « *Ne faudrait-il pas comptabiliser une partie des avantages de Nicolas Sarkozy dans les recettes du parti ?* » lance Raymond Avrillier. Quid par exemple de ses déplacements ?

Pour rappel, la décision de 1985 de Laurent Fabius offrait aux anciens présidents « *la gratuité pour eux-mêmes et leur conjoint sur l'ensemble des réseaux publics ferroviaires, aériens et maritimes, dans la meilleure classe* », pour aller à Doha ou Pékin, au cap Nègre ou à Varennes.

→ Voir sous l'onglet Prolonger les détails de la procédure engagée par Raymond Avrillier pour obtenir ces documents

Lire aussi

- [Pouvoir, argent et conférences: l'intenable mélange des genres de Nicolas Sarkozy](#)
Par [Ellen Salvi](#)
- [UMP : l'ancien président tous frais payés annonce une campagne «tout à fait modeste»](#)
Par [Ellen Salvi](#)
- [Pénalités réglées par l'UMP: Sarkozy a-t-il déclaré cette faveur au fisc?](#)
Par [Mathilde Mathieu](#)
- [Et si Sarkozy devait 17 millions à l'Etat ?](#)
Par [Mathilde Mathieu](#) et [Ellen Salvi](#)
- [Au Mobilier national, une dent contre Nicolas Sarkozy et ses chiens](#)
Par [Mathilde Mathieu](#)
- [D'Odessa à Rio, la sécurité de DJ Pierre Sarkozy n'a pas de prix](#)
Par [Mathilde Mathieu](#) et [Michaël Hajdenberg](#)
- [Sondages de l'Elysée : le juge va enquêter sur la disparition d'archives de Sarkozy](#)
Par [Mathilde Mathieu](#)